

« Au Venezuela, le peuple est vraiment le sujet de la révolution », entretien avec Thierry Deronne (Revue Positions)

Publié par Venezuela infos dans agro-écologie, État Communal, commune, conseils communaux, Culture afro-vénézuélienne, démocratie participative, Entreprise de propriété sociale, Formation intégrale / formation sociopolitique, Guerre économique, histoire de la révolution bolivarienne, Histoire du Venezuela avant la révolution bolivarienne, impérialisme, Lutte contre les réseaux d'intermédiaires / spéculateurs, Médiamentesonges / désinformation / propagande, médias participatifs / associatifs / communautaires / communication populaire, mouvements sociaux, peuples indigènes, Quartiers populaires, réforme agraire, transformation de l'État, z

La revue française Positions publie, en partenariat avec le collectif Becs Rouges, un entretien où j'ai eu toute liberté de parler du Venezuela occulté depuis vingt-cinq ans par des médias occidentaux désormais homogènes (y compris ceux qui se disent de gauche)

Merci infiniment à Dorian, à Daniel et à toutes celles et ceux qui ont permis cette rencontre.



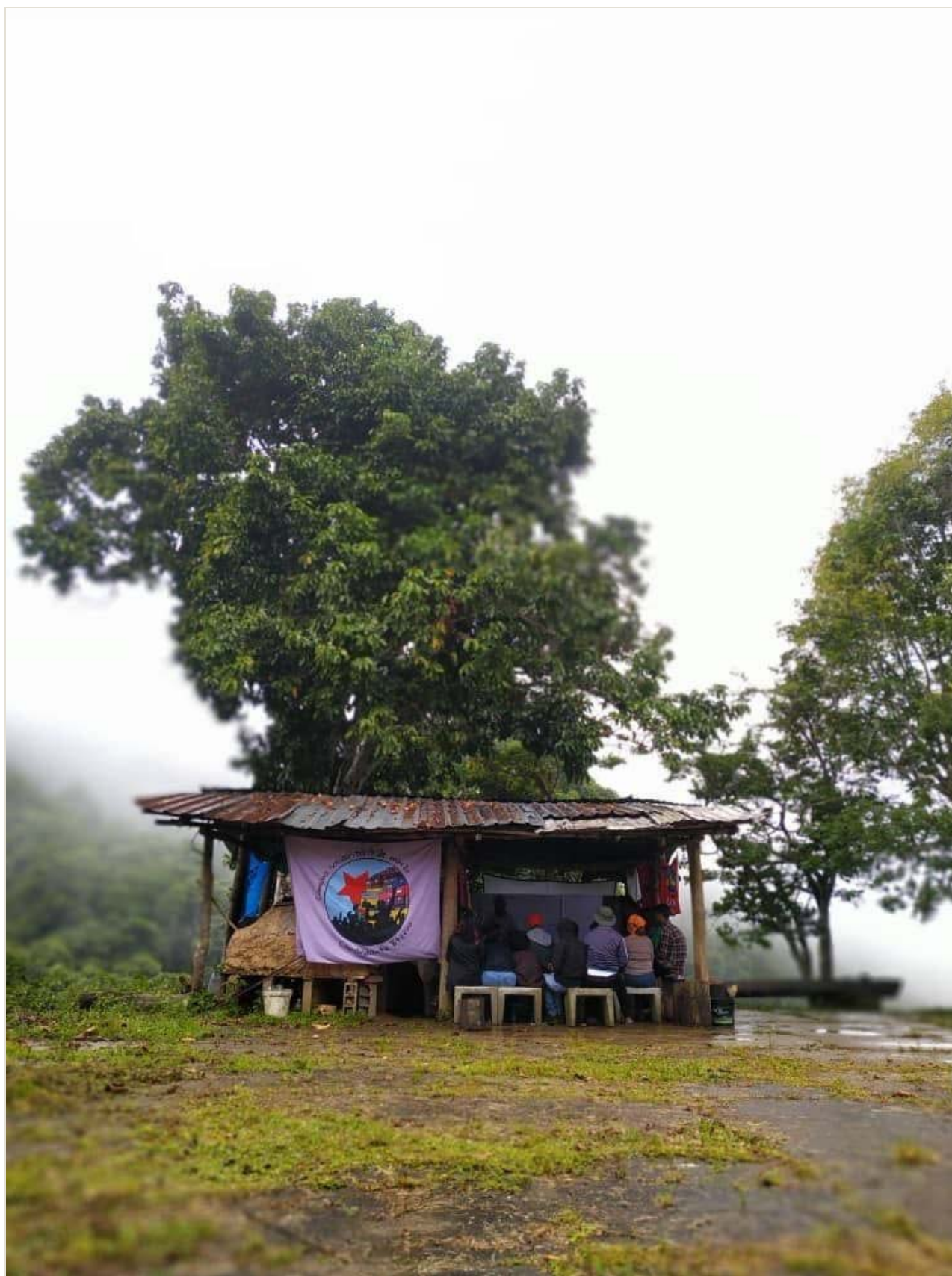
Réalisateurs du film Comment le Venezuela déplace la montagne Victor Hugo Rivera (à gauche) et Thierry Deronne (à droite). (Photo ©Victor Hugo Rivera)

Positions revue : Chávez et Maduro sont les figures de proue de la révolution bolivarienne au Venezuela, et ils n'ont pas construit tout seuls la révolution bolivarienne. Les quartiers et la population se sont mobilisés autour de structures appelées « communes », qui sont des instances parallèles à celle du gouvernement. Comment se

sont-elles mises en place ? Quelles ont été les erreurs des premières heures ? Qu'en est-il de la démocratie de base : participation des communes, délégation ?

Thierry Deronne : Au Venezuela, le mot « commune » signifie « autogouvernement populaire ». Construire un pouvoir populaire, changer les consciences, sortir de la culture clientéliste, paternaliste, capitaliste, ne se fait pas en un jour. On est passé de structures fragmentaires centrées sur des revendications spécifiques (comme les comités de terre qui visaient au début des années 2000 la légalisation des zones invisibles sur les cartes officielles) à des structures chargées d'enjeux sociaux et économiques de plus en plus larges : ce sont les communes. Elles fédèrent les conseils communaux locaux, afin de résoudre des défis structurels sur un territoire plus vaste.

En 2025, deux tiers des habitant(e)s du Venezuela déclaraient qu'il existe une commune sur leur territoire et 83 % d'entre eux connaissaient les membres de leur conseil communal, lequel est un maillon local de chaque commune. Le président Maduro a déjà donné en 2025 des directives claires aux ministres : « 70 % de chacun de vos budgets doivent être transférés aux conseils communaux et aux communes ». Pour arriver à ça, la révolution bolivarienne a longuement tâtonné, mais sans rien perdre de l'expérience accumulée en 25 ans...



Commune agroécologique en construction de Suma Qamaña, état de Miranda. (Photo ©Victor Hugo Rivera)

Un des objectifs est d'atteindre et de renforcer 6 000 communes d'ici la fin de 2026. Mais rien ne presse, pas question de tomber dans le communalisme de façade. Construire une commune, cela doit venir de la base. La commune doit venir d'une formation, d'une école, d'une conviction collective, avant de devenir une réalité bureaucratique ou de surface.

Il faut d'abord dire que l'appropriation du pouvoir par les communes est dans la genèse du projet bolivarien. Lorsque Hugo Chávez arrive au pouvoir en 1999, il fait référence à trois figures importantes de l'idéologie bolivarienne : Simón Bolívar, bien sûr, Ezequiel Zamora, et un troisième homme, moins connu, Simón Rodríguez, qui était le professeur de Bolívar. Simón Rodríguez parlait de la *toparquía*, c'est-à-dire, selon l'étymologie grecque, le gouvernement du territoire (*topos*, le lieu, et *arkhein*, commander, gouverner).



Commune agroécologique en construction de Suma Qamaña, état de Miranda. (Photo ©Victor

Hugo Rivera)

« Avant Chávez, on achetait la paix sociale par la corruption, par toutes sortes de mécanismes [...] Aujourd'hui, dans chaque commune, il y a un comité des finances composé de trois personnes, qui sont élues tous les deux ans par les conseils communaux et qui sont tenues de présenter un compte rendu de leur gestion à l'Assemblée ».

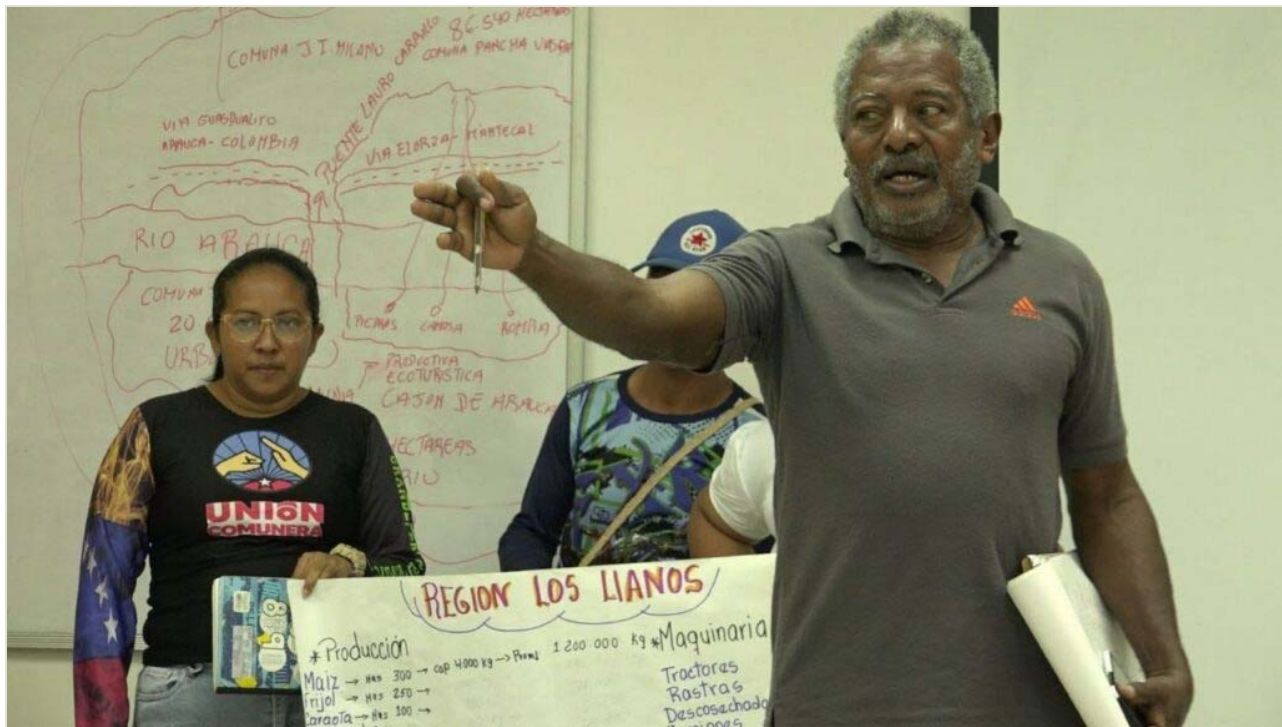
Et donc, c'est inscrit d'emblée dans le projet de donner le pouvoir au territoire, c'est-à-dire aux habitants des territoires. Mais il faut comprendre que la culture passée du Venezuela est à la fois un peu *caudillo*, individualiste, avec une rente pétrolière qui crée un clientélisme, un paternalisme... Donc il y avait beaucoup d'obstacles pour mettre en place une vraie culture communale, horizontale, collective. C'est donc au bout de vingt-cinq ans de révolution qu'on peut vraiment commencer à voir les fruits de cette patience.

Ces 5 000 autogouvernements communards sont des écoles de participation, pleinement démocratiques. Quels que soient son bord politique ou son appartenance religieuse, tout le monde est bienvenu et participe, par exemple, à l'élaboration de projets prioritaires pour la communauté locale. Il faut bien comprendre qu'on ne demande à personne d'être membre du parti chaviste ou autre. Tout le monde a le droit de s'exprimer, qu'ils soient pour ou contre le président. Les conseils communaux et les communes définissent leur projet, en font le diagnostic, estiment le coût, et le font remonter au conseil fédéral de gouvernement, qui ensuite le finance. Les choix stratégiques sont décidés lors de consultations populaires : quatre fois par an, un référendum est organisé dans les communes afin de définir une priorité par commune : a-t-on besoin d'une route, d'une usine de traitement du café, d'investissement dans l'hôpital tout proche, etc. Le choix est effectué par les habitants, regroupés au sein du conseil communal, puis l'Etat finance. Et c'est une obligation de l'Etat ! Pas question de refuser le projet d'une commune pour des raisons d'affinités personnelles ou autres... Non, il y a une panoplie de lois qui ont été votées par l'Assemblée nationale, qu'on appelle les lois du pouvoir populaire, qui régissent le financement et l'obligation pour l'État de financer les projets. Ce n'est pas du tout discrétionnaire.

Quand je dis que c'est une école politique, de participation, de démocratie directe, je veux dire que c'est beaucoup plus que choisir des projets qui vont être cofinancés par l'État. On débat en profondeur le pourquoi de ces projets, quel en est l'intérêt, etc. Tous les avis s'expriment, les gens ne sont pas d'accord, mais en même temps c'est une école, au sens où les gens s'habituent à participer à la politique, à faire partie de l'État qui est en gestation et qu'on rêve de finaliser un jour : l'État communal.

Avant Chávez, on achetait la paix sociale par la corruption, par toutes sortes de mécanismes. A partir des premières années de Chávez, effectivement, il y a eu une redistribution massive de l'argent, qui venait essentiellement du pétrole et qui jusque-là était accaparé par une petite élite extrêmement riche. Mais c'était un financement depuis les ministères, donc il pouvait y avoir une bureaucratie et de la corruption, parce que des ministres ont effectivement utilisé ou volé de l'argent. Comment faire à ce moment-là ? On ne peut pas mettre un policier derrière chaque ministre ou derrière chaque fonctionnaire de ministère. La vraie solution systémique, concrète, c'est que ce soit le peuple qui contrôle les fonds. Aujourd'hui, dans chaque commune, il y a un comité des finances composé de trois personnes, élues tous les deux ans par les conseils communaux et obligées de justifier les comptes en Assemblée. On n'est pas dans un cercle chaviste qui serait aveugle par obédience politique. Là, on a justement cette pluralité de voix qui permet de contrôler à fond, de poser des questions. Les factures sont présentées en

Assemblée : les pièces matérielles, les frais engagés, le coût de la main-d'œuvre... La corruption ne disparaît pas totalement, mais je dirais qu'elle est quand même réduite à son minimum.



Rencontre nationale sur l'économie des communes, Quibor, Etat de Lara. (Photo ©Victor Hugo Rivera)

Positions revue : Comment ces communes ont-elles débuté ? Quel est le taux d'adhésion à ces communes dans la population, au début et aujourd'hui ? Qu'en est-il de la limitation, de la rotation des mandats ? Comment se gèrent l'autonomie et la formation des communes ?

Thierry Deronne : Les communes au Venezuela sont des organisations territoriales qui regroupent cinq conseils communaux ou plus, pour articuler les décisions citoyennes avec les politiques de l'État, et ainsi résoudre des besoins plus vastes que ceux que peuvent traiter les conseils communaux plus petits, centrés sur des quartiers. Elles sont créées par des assemblées de citoyens, enregistrées par une charte fondatrice, et fonctionnent selon les principes d'autogestion et de participation directe. La charte fondatrice est l'acte constitutif. Elle est approuvée par référendum populaire et définit les principes, le diagnostic des besoins, l'inventaire des potentialités et le territoire.

Chaque conseil communal envoie ses représentant(e)s élu(e)s au Parlement communal, où siègent aussi les organisations socio-productives et les responsables de la banque de la commune. Ses porte-paroles sont élus par l'Assemblée des citoyens, les personnes âgées de plus de 15 ans étant éligibles. Ils ou elles exercent leurs fonctions pendant trois ans et peuvent être réélu(e)s. À noter que dans les communautés autochtones, la candidature et l'élection se font conformément à leurs usages, coutumes et traditions.

« Le 8 décembre 2025, le président Maduro a donné un coup d'accélérateur au « Commune ou rien ! », un discours de 2012 dans lequel Hugo Chávez expliquait que sans un véritable transfert de pouvoir aux structures communales, la révolution resterait prisonnière de la forme étatique bourgeoise. »

Positions revue : Comment cette société des communes interagit avec le gouvernement du Venezuela en parallèle ? Comment fonctionne cette double instance ?

Thierry Deronne : Le 8 décembre 2025, le président Maduro a donné un coup d'accélérateur au « *Commune ou rien !* », un discours de 2012 dans lequel Hugo Chávez expliquait que, sans un véritable transfert de pouvoir aux structures communales, la révolution resterait prisonnière de la forme étatique bourgeoise. Et Maduro a dressé le bilan : « *Aujourd'hui, nous nous proclamons gouvernement de transition communale vers le socialisme, avec nos premières 5 336 salles d'autogouvernement, nos premiers 5 336 gouvernements territoriaux composés de voisins, de familles, de communautés, de forces sociales concrètes qui débattent, participent, agissent, construisent et font de leurs territoires des leviers visibles d'une nouvelle société.* » Pour les Bolivariens, le système communal s'oppose, en tant que « véritable démocratie » nourrie de la participation populaire directe, à la « fausse démocratie » du modèle libéral représentatif et sous contrôle du pouvoir économique-médiatique.

En décembre 2025, le président bolivarien a tracé sept orientations stratégiques qui ouvrent la voie à un nouvel approfondissement du modèle vénézuélien de participation directe. Le but est que l'ensemble du gouvernement ajuste ses plans de travail en fonction des diagnostics et des priorités émanant des autogouvernements territoriaux, afin d'accroître l'efficacité de la réponse publique :

1. Élargissement de la participation aux consultations populaires nationales comme mécanisme permettant d'approfondir la démocratie complète. L'objectif est de renforcer la prise de décision collective et de consolider les plans de travaux publics. Cette approche permettra aux territoires communaux d'intervenir de manière réelle et systématique dans la planification de leur propre développement.

2. Renforcer le système de planification communale, c'est-à-dire la capacité de planification des communes et des circuits communaux du pays grâce à l'articulation entre les agendas concrets d'action élaborés par les habitant(e)s. D'ores et déjà, 70 % du budget de chacun des ministères doivent être transférés aux projets des communes.

3. Construire le système d'autonomie gouvernementale, un objectif qui repose sur la *toparquía* (« gouvernement du territoire »), un concept créé il y a deux siècles par le philosophe et professeur de Bolívar, Simon Rodríguez, et qui s'enracine au Venezuela dans les prototypes d'État que furent les communautés afrodescendantes et indigènes en résistance à l'empire espagnol. Toutes les instances communales doivent s'articuler pour permettre aux populations de prendre des décisions et de gouverner leurs territoires de manière démocratique, avec l'accompagnement des différentes instances gouvernementales.



Commune « cinco fortalezas », Etat de Sucre. (Photo ©Victor Hugo Rivera)

4. Renforcer l'économie communale et son système bancaire est essentiel pour progresser vers l'autogestion populaire. Consolider les instruments de financement propres, comme les banques communales. Chaque commune doit disposer de sa propre banque. À cette fin, l'objectif pour 2026 est d'appuyer la création de 4 000 banques communales, alors qu'il en existe actuellement 1 758 dans le pays.

5. Le réseau des missions et des grandes missions sociales, embryons de l'État nouveau créés par Chávez, doit être présent en permanence sur le territoire communal. L'intégration de ces politiques sociales avec les salles d'autogouvernement vise à garantir que l'action sociale atteigne directement et constamment les communautés les plus démunies.

Les Grandes Missions au Venezuela sont des programmes sociaux de grande envergure créés pour lutter contre la pauvreté et les inégalités et garantir les droits fondamentaux que sont l'éducation, la santé, le logement et l'alimentation, en se concentrant sur l'attention territoriale directe, notamment le logement, la santé, la jeunesse, les femmes et les personnes âgées. Exemples : la Gran Misión Vivienda Venezuela (GMVV) lancée par Chávez afin de construire et attribuer des logements décents aux familles de travailleurs (plus de 5,3 millions à ce jour) ; les Missions éducatives, qui permettent aux secteurs populaires de rattraper leur retard et d'accéder à l'université (missions Robinson, Ribas et Sucre) ; la Mission Barrio Adentro, qui remet le préventif avant le curatif, grâce à la participation des organisations populaires sur le terrain (inspirée du modèle cubain, c'est une énorme alternative à la médecine commerciale, qui empêchait les plus pauvres de se soigner).

6. La formation et la communication stratégique au sein des autogouvernements doit permettre de refonder « la force communicationnelle du pays pour orienter les politiques publiques, il faut disposer d'une équipe de formation et de communication puissante, comme base de l'État ». Améliorer la coordination avec l'Université des communes afin de renforcer la

formation technique, socio-politique et communicationnelle sur l'ensemble du territoire.

7. Défense communale. Prioriser la sécurité et la défense du territoire, rendues plus nécessaires face aux menaces répétées d'invasion militaire par les États-Unis. Outre l'union civico-militaire mise en place par le président Chávez dès les premières années de la révolution, il faut renforcer les unités communales d'appui civil dans les 5 336 territoires communaux.

« Les banques communales, dont le nombre devrait passer de 1 758 à 4 000 d'ici avril 2026, deviennent des pôles localisés de production, de crédit et de distribution, en dehors du système financier mondial dominé par le dollar. »

La présidente par intérim Delcy Rodriguez poursuit ces plans. Le 20 janvier 2026, elle expliquait : *« Le pouvoir populaire, plus que jamais, sera l'épine dorsale de notre révolution. Nous mettrons en place les plans échafaudés avec le président Maduro. En 2026, les investissements publics augmenteront d'au moins 37 %, et la gestion des fonds restera inchangée par rapport à 2025 : 53 % iront directement au pouvoir populaire, le reste aux mairies et gouvernorats. Nous disposons d'un système complet, le Système national de gouvernement, qui relie 5 336 circuits communaux. En 2025, il y avait 170 banques communales, aujourd'hui il y en a 1 836. »*

Le prochain des scrutins trimestriels par lesquels chaque autogouvernement communal choisit un projet que l'État cofinancera, sera organisé le 8 mars 2026. Du 4 au 8 février, des milliers de communal(e)s partageront à Caracas leurs expériences d'économie productive. Delcy Rodriguez a demandé l'appui total du gouvernement. La logique est structurelle : à mesure que les sanctions occidentales affectent les fonctions étatiques centralisées, les communes deviennent des circuits alternatifs pour le crédit (banques communales), la production (entreprises locales) et la distribution. Les banques communales, dont le nombre devrait passer de 1 758 à 4 000 d'ici avril 2026, deviennent des pôles localisés de production, de crédit et de distribution en dehors du système financier mondial, dominé par le dollar.



Commune Socialiste Agrícola Ezequiel Zamora, Etat d'Amazonas. (Photo ©Victor Hugo Rivera)

« Un système qui élit celui qui a le plus d'argent pour contrôler TikTok, Instagram ou la radio et la télévision n'est pas une démocratie mais une farce, un théâtre de l'absurde. Le Venezuela n'en veut pas. »

Positions revue : Quelle est la place de la Constitution (et de sa réécriture) au Venezuela ? Est-ce une thématique fondamentale ou une discussion périphérique ? Quelle place y a-t-il pour l'intégration des communes dans la constitution du Venezuela ?

Thierry Deronne : Contrairement à beaucoup de pays occidentaux, la Constitution bolivarienne est ici un texte très vivant que la population a brandi dans la rue lors du coup d'Etat contre Chávez en 2002. La Constituante de 1999, qui avait suivi l'élection de Chávez, avait refondé l'Etat sur la base de l'inclusion et de la justice sociale. En 2026, une nouvelle réforme constitutionnelle est en chantier pour, selon Maduro, « *construire une démocratie moderne basée sur la participation directe des citoyen(ne)s, le pouvoir des mouvements sociaux, de la collectivité. Nous allons vers un grand processus de démocratisation élargie de la société vénézuélienne, de la vie politique, institutionnelle, économique, sociale, culturelle et éducative. Un système qui élit celui qui a le plus d'argent pour contrôler TikTok, Instagram ou la radio et la télévision n'est pas une démocratie mais une farce, un théâtre de l'absurde. Le Venezuela n'en veut pas, parce que toute son histoire est imprégnée de l'idée et du désir d'une démocratie authentique* ».

Positions revue : La population est armée par le gouvernement en tant qu'acte d'auto-défense populaire. Quelle influence cela a sur la société civile, sur les mœurs et sur les violences quotidiennes ? Comment ces distributions d'armes sont-elles organisées ? Comment la population est-elle formée à leur maniement et quelles sont les conditions d'utilisation ?

Thierry Deronne : La milice n'est pas vraiment une armée, c'est une organisation

populaire qui se charge de multiples tâches civiles pour seconder l'armée. On y trouve de nombreux seniors et, surtout, des femmes de tous âges. Cette force, qui reçoit aussi des armes et un entraînement, s'inscrit dans la vision humaniste de la révolution bolivarienne. « *Maudit soit le soldat qui retourne ses armes contre le peuple* », disait Simón Bolívar, cité par Chávez au moment de sevrer l'armée vénézuélienne de la School of Americas, l'« école des bourreaux » basée aux États-Unis. A l'opposé d'une armée de la haute bourgeoisie (comme celle qui renversa Allende en 1973 au Chili) ou des armées de l'OTAN. L'armée française a participé en 2011, sous commandement états-unien, au bombardement de milliers de civils libyens, une opération restée impunie à ce jour, tout comme ses responsables politiques (voir : <https://www.iris-france.org/43223-libye-lheure-dun-bilan-critique/> (<https://www.iris-france.org/43223-libye-lheure-dun-bilan-critique/>)).

Comme l'explique la politologue espagnole Irene Zugasti: « *En Occident, les connaissances et les pratiques militaires sont généralement concentrées dans des académies fermées, des forces professionnelles et des structures hiérarchiques où l'accès est contrôlé par des élites, qui déterminent qui peut ou non bénéficier de cette formation. Il en résulte un monopole du savoir militaire, alors même que des décisions stratégiques qui affectent nos vies en dépendent, ainsi qu'une séparation entre les sphères civile et militaire, qui éloigne et marque des distances convenables, et ceux qui contrôlent les deux sphères ont un avantage évident. La logique d'une milice populaire, participative, comme au Venezuela, suggère le contraire, tant en matière de connaissances que de pratique militaire, et face au malaise évident que suscite la militarisation, question sur laquelle une grande partie de la gauche occidentale s'interroge, il semble pour le moins intéressant, voire opportun, de relire attentivement les doctrines et les stratégies, et de ne pas réserver ces connaissances à un cercle restreint qui, lui, dispose du savoir... et des pratiques.* » (source : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2025/09/12/je-mengage-quest-ce-que-la-milice-citoyenne-qui-se-mobilise-au-venezuela/> (<https://venezuelainfos.wordpress.com/2025/09/12/je-mengage-quest-ce-que-la-milice-citoyenne-qui-se-mobilise-au-venezuela/>))





Commune de Palmarito, Etat du Zulia. (Photo ©Victor Hugo Rivera)

« Les femmes s'organisent et prennent en main également la commune et les territoires. »

Positions revue : Qu'en est-il de la place des femmes dans la révolution bolivarienne, le gouvernement et les communes ? Y a-t-il des parallèles à faire avec les expériences communalistes du Rojava et du Chiapas ?

Thierry Deronne : Dans ces 5 000 communes, il faut remarquer qu'il y a une majorité de femmes (80 %) à la tête des organisations populaires. C'est un phénomène très frappant. Les femmes s'organisent (il y a beaucoup de femmes seules qui doivent résoudre l'économie de leur famille) et prennent en main également la commune et les territoires. C'est vital pour elles. C'est une vraie révolution féminine, et qui n'est pas constatée uniquement dans les communes. Ainsi, dans les comités d'approvisionnement qui ont été mis en place au moment du blocus, ce sont les femmes qui effectuent les tâches de recensement des gens les plus fragiles : des personnes âgées, des personnes malades, des familles nombreuses, pour leur donner en priorité les aides du gouvernement, et notamment les colis alimentaires.

Ce qui est intéressant, c'est que ce féminisme populaire est très différent du féminisme qu'on connaît par exemple en Europe, qui est beaucoup plus libéral, plutôt centré sur l'individu. Ici, c'est un féminisme qui se construit de manière ascendante : les femmes réclament plus de place dans la politique. Car, s'il est vrai que dans les communes c'est presque la « dictature du prolétariat féminin », elles sont peu représentées au niveau ministériel. Donc il reste du travail dans la lutte contre la culture patriarcale dans beaucoup de lieux politiques. Mais c'est intéressant que cela vienne du féminisme populaire, qui est très combatif et souhaite avancer. D'ailleurs, la prochaine consultation populaire aura lieu le 8 mars 2026, Delcy Rodriguez vient de l'annoncer... et ce n'est pas un hasard si c'est le jour qui célèbre les droits des femmes dans le monde.

La puissante communauté du Rojava, pour ce que j'en sais, lie de la même manière le féminisme populaire à la construction d'un nouvel Etat. Le zapatisme me semble avoir été récupéré par le courant anarchiste, et s'être enfermé dans une culture extrême du « non-pouvoir ». Par exemple, les zapatistes avaient refusé d'assister à l'entrée en fonctions du président indigène Evo Morales, au motif qu'il s'agissait de... « prendre le pouvoir » ! Quoi qu'il en soit, il est intéressant de se demander pourquoi, si le zapatisme et le Rojava ont suscité un grand intérêt à gauche, les cinq mille autogouvernements restent pratiquement inconnus.

« Dans l'économie, le problème, c'est que le secteur privé avait pratiquement le monopole de la distribution et de la commercialisation. Quand Maduro augmentait les salaires, le lendemain le secteur privé augmentait dans la même proportion les prix des produits. »

Positions revue : L'embargo contre le Venezuela, mis en place par l'administration Obama et qui perdure depuis, suscite une grave crise économique pour le pays depuis des années. Sous Chávez, il y avait eu des tentatives de diversifier l'économie interne pour contrer la dépendance au pétrole. Des initiatives de création d'une industrie automobile et de construction d'ordinateurs dans les années 2010 avaient été lancées. Qu'en est-il aujourd'hui ? Comment se couple cette situation avec l'économie grise et parallèle ? Comment vivent les populations (citadines, rurales) l'embargo et les tentatives de déstabilisation étatsuniennes ? Quelle est la place des coopératives dans l'économie du Venezuela ? Quels sont les freins à leur déploiement ?

Thierry Deronne : A partir de 2014, presque du jour au lendemain, on a eu beaucoup de problèmes, parce qu'il y avait de très longues files d'attente pour obtenir des produits de base, que ce soit du sucre, du café, du lait, etc. Les médias internationaux se sont régalez de ces images. Mais, au Venezuela, ce fut tragique : les médicaments n'arrivaient plus, comme l'insuline. Selon le Centre d'études politiques de Washington, 100 000 patients sont morts directement ou indirectement par manque de médicaments vitaux pour eux. Cette pénurie de biens, organisée par les autorités étatsuniennes, a duré deux ou trois ans. Paradoxalement, cela a mis le doigt sur une faiblesse qu'on avait. Au Venezuela, c'est le secteur privé qui contrôle la production économique. Les médias, en général, sont en majorité privés, dans la même logique économique... et sont plutôt d'opposition, ce qui est étrange avec l'image qu'on peut s'en faire. Mais, dans l'économie, le problème c'est que le secteur privé avait pratiquement le monopole de la distribution et de la commercialisation. Et, effectivement, c'est lui qui fixait les prix, en quelque sorte. Ce qui explique aussi l'inflation. Quand Maduro augmentait les salaires, le lendemain le secteur privé augmentait dans la même proportion les prix des produits. Donc il annulait, de ce fait, l'effet des augmentations de salaires.

Cela fut le péché originel de la révolution bolivarienne. Les premières années de Chávez n'ont pas résolu ce problème. Chávez avait mis en place des missions sociales de formation du personnel. Mais finalement, c'est le secteur privé qui absorbait cette main-d'œuvre formée, parce qu'on n'avait pas construit nos propres circuits, qui vont du producteur au consommateur. Il n'y avait pas de marché révolutionnaire afin que cette main-d'œuvre puisse travailler ailleurs que dans le privé.



Commune Socialiste Agrícola Ezequiel Zamora, Etat d'Amazonas (Photo ©Victor Hugo Rivera)

« En réalité, face au blocus occidental, Maduro est un des rares chefs d'État à n'avoir pas cédé aux sirènes de l'austérité. »

C'est un exemple de problèmes qu'on a eus, mais aussi un apprentissage. Maintenant, avec les communes, on a enfin la possibilité, pour le café, le lait, le poisson, le cacao, la viande, etc., de créer à partir des zones productives un système complet, intégral cette fois-ci, qui va jusqu'à la distribution. Dorénavant, dans les magasins, on commence à voir pour la première fois du café produit dans des communes. Et ce sont des produits exempts de pesticides, puisque nous développons le principe de l'agroécologie.

Et, à nouveau, l'idée n'est pas de créer des entreprises privées dont le but serait de faire du profit et où les relations de production seraient identiques à celles qui sont régies par le privé. Non, les comptes de ces entreprises sont non seulement auscultés en permanence par les assemblées de la commune, mais sont aussi réinvestis dans les projets de la commune. Parce que, jusqu'ici, on a parlé du cofinancement de l'État, mais l'idée c'est que la commune génère ses propres revenus. Ces centres de production, ces usines de traitement vont permettre de dégager des bénéfices, qui seront réinvestis dans les projets sociaux, que ce soit l'école, le centre de santé, etc.

L'un des enjeux de la révolution bolivarienne est la construction d'un modèle de production agricole qui garantisse la sécurité et la souveraineté alimentaires, menacées par les blocus occidentaux. Il offre une alternative au système capitaliste de l'agro-industrie, destructrice et prédatrice. Il s'agit d'un programme ambitieux, qui repose sur un grand nombre d'expériences traditionnelles dans tout le pays. Ces politiques sont encadrées par les concepts d'agroécologie, de lutte contre l'orpaillage au mercure dans les communautés indigènes pratiqué par des mafias colombo-brésiliennes, de défense des parcs nationaux et de leur biosphère. Tout cela est rendu possible grâce notamment aux ministères de l'écosocialisme et aux peuples indigènes, mais aussi au ministère de la

science, qui a développé une alliance avec les mouvements paysans afin de substituer les semences génétiquement modifiées par des semences libres autochtones. Une loi des semences a été adoptée dès 2015 par la majorité des députés (chavistes) sur proposition des mouvements sociaux. Avec le soutien en formation et en production du Mouvement des Sans Terre du Brésil et de la FAO, le Venezuela investit dans la production de semences agroécologiques. Un exemple massif et récent est le projet Patria Grande del Sur, qui porte sur une mise en culture agroécologique de 180 000 hectares dans le sud du pays.

Au Venezuela, Nicolas Maduro consacre 180.000 hectares à un méga-projet agroécologique avec les Sans Terre du Brésil



Photo : Le Venezuela lance un projet de 180.000 hectares avec le MST dans le sud du pays pour développer en profondeur la production agroécologique. Selon Maduro, 30.000 hectares de haricots seront mis en culture en plus des fruits, papayes, canne à sucre, ignames, et des différents types d'élevage. Les membres du Mouvement des

travailleurs ... [Lire la suite](#)



3

Les trotskistes ont souvent accusé le président Maduro de devenir « néolibéral » et d'« écraser les salaires ». Pourquoi l'aurait-il fait ? Par désir de trahir la révolution bolivarienne qui avait porté le salaire des travailleurs au plus haut niveau du continent ? Par plaisir de devenir impopulaire ? En réalité, face au blocus occidental, Maduro est un des rares chefs d'État à n'avoir pas cédé aux sirènes de l'austérité. Lorsqu'il a commencé par augmenter périodiquement les salaires de 25 % ou de 50 %, le secteur privé annulait ces hausses en augmentant ses prix dans la même proportion. Face à la spirale inflationniste, Maduro a décidé de réactiver l'appareil productif national, grâce aux alliances multipolaires. Non seulement pour s'éloigner de la rente pétrolière, mais aussi pour renflouer les caisses de l'État, notamment en taxant les plus riches. Le Venezuela projette une croissance industrielle de 11 %. La Banque Centrale récupère de précieuses ressources pour intervenir sur le marché des changes et défendre la monnaie. Tout cela permet de reconstruire les services publics et de réaugmenter peu à peu les allocations des travailleurs, tout en limitant l'inflation qui les annulait. Une stratégie à la chinoise : maintenir et renforcer l'État comme acteur stratégique de l'économie.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ONU) indique que, depuis quatre ans, le Venezuela connaît la plus forte croissance (6,5 %) de l'Amérique du Sud. Pour la première fois en 150 ans d'histoire pétrolière, le pays frôle la souveraineté alimentaire et produit presque 100 % des denrées qu'il consomme. Durant le premier

trimestre 2025, le PIB a augmenté de 9,32 % et le pays a augmenté ses exportations non pétrolières de plus de 87 % (source : <https://www.cepal.org/es/comunicados/la-cepal-senala-que-la-region-registra-cuatro-anos-seguidos-crecimiento-enfrentara-un> (<https://www.cepal.org/es/comunicados/la-cepal-senala-que-la-region-registra-cuatro-anos-seguidos-crecimiento-enfrentara-un>)).

Quand, en février 2025, Donald Trump révoque la licence de Chevron pour serrer un peu plus à la gorge l'économie du Venezuela, Maduro répond en étendant le marché vers l'Asie. Le 1er mai 2025, il augmente « l'allocation contre la guerre économique » de 90 à 120 dollars pour 20 millions de familles. Avec l'allocation alimentaire de 40 dollars, cela fait 160 dollars versés chaque mois comme complément du salaire de base. Dans le secteur privé (majoritaire), le salaire minimum est d'environ 200 dollars. Point important lorsqu'on étudie le pouvoir d'achat au Venezuela : malgré les sanctions occidentales, et à la différence de régimes néolibéraux, les services publics et les biens de première nécessité sont très bon marché. Essence subventionnée, la moins chère du monde (0,5 dollars/litre), eau, gaz, électricité, internet, métro, etc., sont accessibles à bas prix. Les aliments remis mensuellement par le gouvernement à la population en réponse au blocus ne coûtent que 5 % du prix du marché. De nombreux centres de santé, tout comme l'enseignement public et la culture, fonctionnent gratuitement.

Alors qu'en Occident un nombre croissant de familles n'arrivent plus à boucler leur fin de mois, les travailleurs du Venezuela affluent dans les commerces et les *emprendimientos*, qui ouvrent tous les jours. Caracas est envahie par la musique commerciale, et des bouchons se forment très tôt autour des *malls* géants (centres commerciaux à l'américaine). Des milliers de migrants vénézuéliens ont fui l'appauvrissement qu'ils subissent dans les « pays d'accueil » et sont rentrés au pays grâce à la compagnie aérienne publique et gratuite, bien avant les expulsions et les violations des droits humains commises par le régime Trump.

Comme l'explique le journaliste indépendant Craig Murray, en janvier 2026, depuis Caracas : « *Savez-vous ce qui n'existe pas non plus ? Les fameuses « pénuries ». La seule chose qui manque, c'est la pénurie. Il y a une pénurie de pénuries. Au Venezuela, rien ne manque. Il y a quelques semaines, j'ai vu sur Twitter une photo d'un supermarché de Caracas, publiée pour montrer que les rayons étaient extrêmement bien garnis. Elle a suscité des centaines de réponses, soit pour dire qu'elle était fausse, soit parce qu'il s'agissait d'un supermarché de luxe réservé aux riches, et que les magasins pour la majorité étaient vides. Alors je me suis donné pour mission d'aller dans les quartiers populaires, dans les épiceries de quartier où les gens ordinaires font leurs courses. Elles étaient toutes très bien approvisionnées. Pas un seul rayon vide. J'ai aussi fait le tour des marchés, couverts et en plein air, dont un marché incroyablement grand avec plus d'une centaine de stands proposant uniquement des articles pour les fêtes d'anniversaire pour enfants ! Tout le monde me laissait volontiers photographier ce que je voulais. Il n'y a pas que l'alimentation. Quincailleries, opticiens, magasins de vêtements et de chaussures, appareils électroniques, pièces détachées automobiles. Tout est facilement accessible. »* (source : <https://www.legrandsoir.info/etre-la-bas-au-venezuela.html> (<https://www.legrandsoir.info/etre-la-bas-au-venezuela.html>))

La nouvelle antienne médiatique, c'est : « *La traîtresse Delcy Rodríguez brade le pétrole.* » Chaque décision du Venezuela est repeinte par l'Empire et les médias comme une victoire. Mais Washington ne fait que rétablir les accords signés avec Chávez et Maduro, avant de s'autoexclure en décrétant un blocus cruel et plus de mille sanctions illégales, et de laisser la place à la Russie et à la Chine. Comme l'a annoncé la présidente par intérim, la reprise des ventes n'entraîne aucun rabais et finance déjà les nombreuses politiques sociales de la révolution.



Commune Socialiste Agrícola Ezequiel Zamora, Etat d'Amazonas. (Photo ©Victor Hugo Rivera)

« Ici, le peuple est vraiment le sujet de la révolution. »

Positions revue : Quel avenir pour les communes au Venezuela ?

Thierry Deronne : Comme l'écrit le journaliste et ex-rédacteur en chef du Monde Diplomatique Maurice Lemoine : « *Au risque de surprendre les contempteurs du Venezuela, ses milliers d'autogouvernements populaires sont l'expérience de démocratie participative la plus ambitieuse du continent – et même sans doute de bien au-delà.* » (source : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2025/01/06/communes-et-communards-du-venezuela-par-maurice-lemoine/> (<https://venezuelainfos.wordpress.com/2025/01/06/communes-et-communards-du-venezuela-par-maurice-lemoine/>))

Pour le directeur de l'Institut Tricontinental, l'historien indien Vijay Prashad : « *Au Venezuela, les communes forgées dans les quartiers populaires jouent un rôle central dans la constitution d'idées nouvelles et de forces matérielles qui font avancer la société.* » Pour le sociologue décolonial portoricain Ramon Grosfoguel : « *Peut-être qu'avec toutes les difficultés que l'Empire a créées au Venezuela, nous perdons de vue le moment historique et ce qu'il est en train de construire dans les communes et qui n'existe nulle part ailleurs en Amérique latine.* ». Pour la coordinatrice internationale du Mouvement des Sans Terre du Brésil, Messilene Gorete : « *Parfois, à gauche, nous avons des schémas très fermés sur le niveau de préparation et de planification nécessaire pour avancer, et cela peut devenir un obstacle. La créativité – dans un pays où les gens sont très spontanés – est une grande vertu de la révolution bolivarienne. Ici, le peuple est vraiment le sujet de la révolution. Et la commune vénézuélienne est un modèle dont notre continent a besoin.* »



Commune afrodescendante de pêche et agriculture Daniel Naranjo, Etat d'Aragua. (Photo ©Victor Hugo Rivera)

Il est plus que temps de jeter des ponts entre les peuples. La militante féministe Marta Martin Moran, responsable de l'Amérique Latine au Parti Communiste espagnol, qui a observé une dizaine de processus électoraux du Venezuela, ne cache pas son enthousiasme à propos des consultations trimestrielles par lesquelles la population de chaque commune choisit le projet que doit financer l'État. Le nouveau communalisme

proposé en France par les Insoumis(es) et théorisé par l'Institut La Boétie, est le portrait craché de ce qui se joue depuis dix ans dans les autogouvernements populaires du Venezuela (voir : <https://institutlaboetie.fr/pour-un-nouveau-communalisme> (<https://institutlaboetie.fr/pour-un-nouveau-communalisme>)).

La sociologue féministe mexicaine Karina Ochoa souligne le rôle central et majoritaire des femmes : « *Soucieuses de substituer un pouvoir-pour au pouvoir-sur.* » Comme Vanessa Perez, la communarde qui sort les siens de l'esclavagisme.

« D'un point de vue du sens commun, il serait un peu bizarre qu'une révolution qui travaille à l'émancipation collective s'adonne soudain à réprimer des travailleurs. »

Positions revue : Chávez était une figure très aimée par la population vénézuélienne, et Maduro semble avoir une relation plus autoritaire et conflictuelle avec ses concitoyens. Depuis l'Europe, il est difficile de percevoir la réalité du terrain. On entend beaucoup que le régime de Maduro est brutal, répressif et pratique régulièrement la torture. L'ONU reprend les chiffres du gouvernement quand il cite le très grand nombre de mort extrajudiciaires (les rapports de Michelle Bachelet évoquent plusieurs milliers de morts dans les guerres contre les cartels, mais aussi quelques dizaines de morts politiques), et l'opposition parle du Fuerza de Acciones Especiales comme d'escadrons de la mort. Qu'en est-il de ces répressions ? Des actes de torture ? Comment est-ce perçu par la population locale ?

Thierry Deronne : Le premier problème, structurel, quant aux droits humains au Venezuela, est que les médias et l'Empire ont besoin de faire croire aux militant(e)s de gauche que le Venezuela n'est pas une démocratie. Les sources consultées par Bachelet, Amnesty, etc. sont des ONG de droite, voire d'extrême droite.

Le journaliste Maurice Lemoine l'a documenté dans plusieurs articles : « *L'industrie des droits humains : un écosystème d'ONG, de « think tanks » (centres de réflexion) financés par des organismes gouvernementaux étatsuniens (USAID, NED, etc.) et des fondations ou Etats européens. Amnesty International peut bien plaider qu'elle ne dépend financièrement que de ses adhérents (ce qui est globalement vrai), les organisations locales sur lesquelles elle s'appuie pour établir ses rapports ne survivent que grâce à leurs bailleurs occidentaux. Sous le couvert du sigle « ONG » se dissimulent très souvent des organisations d'opposition.*

Premier expert indépendant de l'ONU « pour la promotion d'un ordre international démocratique et équitable » de 2012 à 2018, envoyé au Venezuela en novembre-décembre 2017 par le Conseil des droits de l'Homme de cette même ONU, Alfred de Zayas raconte comment, du fait de son indépendance hautement affirmée, il fut victime de harcèlement moral avant, pendant et après sa mission. « Certaines ONG politiques ont lancé une campagne contre moi. J'ai été diffamé et menacé sur Facebook et dans des tweets (...) Un représentant de l'ONG Provea m'a discrédité devant l'OEA (...). »

Sur le Venezuela, Provea est la source d'information vedette d'Amnesty, de Human Right Watch et de la Fédération internationale des droits de l'homme. Multinationales qui, comme une nébuleuse d'organisations vénézuéliennes dites de « défense des droits de l'Homme » – un secteur en pleine expansion permettant de belles carrières – se prononcent avec fracas contre la peine de mort mais détournent les yeux quand des manifestants dits « pacifiques » tuent des policiers. Et qui, systématiquement, ignorent les témoignages des organisations non alignées sur la droite et l'extrême droite – Fundalatin, Grupo Sures, Red Nacional de Derechos Humanos. » (source : <https://venezuelainfos.wordpress.com/2024/10/10/le-grand-venezuela-circus-et-ses-influenceurs-par-maurice-lemoine/> (<https://venezuelainfos.wordpress.com/2024/10/10/le-grand-venezuela-circus-et-ses-influenceurs-par-maurice-lemoine/>))

Les câbles de *WikiLeaks* nous ont informé sur l'origine et le but d'une ONG comme Foro Penal, qui alimentait déjà les rapports de Bachelet à l'ONU, ceux d'Amnesty ou aujourd'hui encore la presse mondiale, du *Washington Post* à *El Pais*, *Libération* ou *l'Huma* : « *Wikileaks* montre que pour parler de « prisonniers politiques » au Venezuela, rappelle Christian Rodriguez, Foro Penal et bien d'autres ONG ont reçu un financement massif de Washington (via la NED, USAID, CIA etc...). Pire encore : Foro Penal et d'autres ONGs sont actuellement dénoncées au Venezuela par des familles de détenus, car celles-ci leur facturent même l'inscription sur leurs listes de « prisonniers politiques ». Ces détenus sont donc également un business pour ces ONG.

En 2024, le NPA, le PS et Mme Autain s'indignèrent de « *l'évocation par Maduro de camps de rééducation* ». En réalité, le président avait proposé que les militants ou mercenaires d'extrême droite, coupables de destructions de services publics ou d'assassinats de « *noirs donc chavistes* », puissent apprendre un métier en prison. Leur libération anticipée, initiée par Maduro en 2025, montre la volonté de réconciliation du gouvernement, liée à la culture chrétienne du pardon, puissante en Amérique latine. Dans l'espoir que ces personnes recrutées par les oligarques, puis relookées par les médias en « prisonniers politiques », ne retombent pas dans la violence et jouent le jeu électoral, comme le fait la droite modérée.

En janvier 2026, après l'enlèvement du « dictateur Maduro », les trotskistes français se sont appuyés sur un tract de la CUTV pour dénoncer une soi-disant « répression syndicale » et, sans connaître le Venezuela, l'ont immédiatement validée pour se dissocier de la demande de libérer le président et en rester à un anti-impérialisme de routine : « *Nous soutenons le peuple vénézuélien blablabla* ». D'un point de vue du sens commun, il est un peu bizarre qu'une révolution qui travaille à l'émancipation collective s'adonne soudain à réprimer des travailleurs. La grande majorité de leurs organisations est d'ailleurs descendue dans la rue pour demander la libération du « dictateur » (voir : <https://www.facebook.com/share/p/1Aq2gwrJ3j/> (<https://www.facebook.com/share/p/1Aq2gwrJ3j/>)).

Le signataire du tract utilisé par les trotskistes français est Pedro Eusse, membre de l'ex-direction du PC vénézuélien, un groupuscule qui depuis des années arrose le monde de communiqués sur la « dictature de Maduro ». Ce « syndicat » est en fait un déguisement de plus « pour l'international », la « caution locale » dont disposent, pour chaque pays, l'internationale trotskiste.

En plus des sources biaisées, la méthode des gauchistes pour parler de « *violations des droits humains par Maduro* » reprend celle des médias : attribuer toute violation à une politique du gouvernement. Quand des mafias juridiques liées aux entreprises publiques ou privées violent les droits humains, ils en rendent automatiquement Maduro responsable. Ils surfent sur l'image sédimentée depuis vingt ans par les médias capitalistes. Car s'il est vrai qu'il y a au Venezuela des travailleurs injustement emprisonnés, suscitant les luttes légitimes des mouvements sociaux pour obtenir leur libération, ces violations des droits humains n'incarnent pas une politique gouvernementale.

Ce n'est pas dans le Venezuela de Maduro mais dans le Brésil d'Ignacio Lula da Silva que « *la violence dans les campagnes a atteint un niveau record en 2024 et les régions où l'agro-industrie progresse concentrent les cas d'assassinat* ». Ce n'est pas dans le Venezuela de Maduro mais dans la Colombie de Gustavo Petro que, « *en 2024, un leader social a été tué tous les deux jours – qu'il soit activiste des droits humains, syndicaliste, militant afrodescendant, leader paysan, etc.* » et que, « *en 2025, 70 leaders sociaux ont été assassinés* ». Ce n'est pas dans

le Venezuela de Maduro mais dans le Mexique de Claudia Sheinbaum que, « *en 2024, 125 000 personnes sont portées disparues* » et qu'on découvre régulièrement des charniers clandestins. Faut-il en déduire que Lula, Petro ou Sheinbaum ont pour politique d'encourager ces violations des droits humains ? (données du *Rapport sur les conflits ruraux au Brésil en 2024*, publié par la Commission Pastorale de la Terre (CPT), sources : <https://www.brasildefato.com.br/2025/04/23/violencia-no-campo-bate-recorde-na-ultima-decada-e-areas-de-avanco-do-agronegocio-concentram-casos-de-assassinatos/> (<https://www.brasildefato.com.br/2025/04/23/violencia-no-campo-bate-recorde-na-ultima-decada-e-areas-de-avanco-do-agronegocio-concentram-casos-de-assassinatos/>) et <https://elpais.com/america-colombia/2025-04-10/en-2024-un-lider-social-fue-asesinado-cada-dos-dias-en-colombia.html> (<https://elpais.com/america-colombia/2025-04-10/en-2024-un-lider-social-fue-asesinado-cada-dos-dias-en-colombia.html>), <https://www.telesurtv.net/colombia-70-lideres-sociales-asesinados/> (<https://www.telesurtv.net/colombia-70-lideres-sociales-asesinados/>), <https://elpais.com/mexico/2025-03-23/mexico-el-pais-que-desaparece-sin-rastro-de-125000-personas.html> (<https://elpais.com/mexico/2025-03-23/mexico-el-pais-que-desaparece-sin-rastro-de-125000-personas.html>))

En fait, Maduro a plusieurs fois réprimandé publiquement les agents de l'ordre soudoyés par des grands propriétaires pour expulser des paysans et a mis fin aux assassinats de militant(e)s engagés dans la réforme agraire, fréquents à l'époque de Chávez, commis par des mercenaires au service des grands propriétaires ennemis de toute réforme agraire. Le procureur général Tarek William Saab a démis de leurs fonctions des centaines de juges corrompus ou de policiers à la gâchette facile. Pour le maire communiste chilien Daniel Jadue, victime de *lawfare* et emprisonné dans son pays pour avoir mis en place un réseau de pharmacies populaires : « *Le processus bolivarien a été capable d'arrêter et de condamner des centaines d'agents des forces de sécurité pour violations des droits humains, pour avoir désobéi aux ordres et fait usage d'armes à feu lors des violences de l'extrême droite, alors qu'au Chili on n'a ni arrêté, ni jugé aucun agent des forces de sécurité qui ont réprimé le mouvement social* » (source : <https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/chile/2022/04/12/daniel-jadue-ante-maduro-quiero-saludar-a-las-fuerzas-armadas-bolivarianas-a-traves-suyo.shtml> (<https://www.biobiochile.cl/noticias/nacional/chile/2022/04/12/daniel-jadue-ante-maduro-quiero-saludar-a-las-fuerzas-armadas-bolivarianas-a-traves-suyo.shtml>)).

Thierry Deronne remercie Daniel Nokin pour certaines contributions à cet entretien.

Vous pouvez vous réinformer en suivant le blog de Thierry Deronne : Venezuelainfos (c'est gratuit, voir la fenêtre d'abonnement) : www.venezuelainfos.wordpress.com (<http://www.venezuelainfos.wordpress.com/>)

Vous pouvez en découvrir plus sur le Venezuela à travers le film de Victor Hugo Rivera et Thierry Deronne : Comment le Venezuela déplace la montagne <https://www.cinemutins.com/films/1693-comment-le-venezuela-deplace-la-montagne> (<https://www.cinemutins.com/films/1693-comment-le-venezuela-deplace-la-montagne>)

Tribune de T. Deronne dans l'Humanité : « *La révolution bolivarienne, un rendez-vous manqué pour la gauche occidentale ?* », *La révolution bolivarienne, un rendez-vous manqué pour la gauche occidentale ? – L'Humanité* (humanite.fr) (<https://www.humanite.fr/en-debat/delcy-rodriguez/la-revolution-bolivarienne-un-rendez-vous-manque-pour-la-gauche-occidentale>)

URL de cet article : <https://positions-revue.fr/au-venezuela-le-peuple-est-vraiment-le-sujet-de-la-revolution-entretien-avec-thierry-deronne/> ([https://positions-revue.fr/au-venezuela-le-peuple-est-vraiment-le-sujet-de-la-revolution-entretien-avec-thierry-](https://positions-revue.fr/au-venezuela-le-peuple-est-vraiment-le-sujet-de-la-revolution-entretien-avec-thierry-deronne/)

[deronne/?](#)

[fbclid=IwY2xjawP5Hp1leHRuA2FlbQIxMQBzcnRjBmFwcF9pZBAyMjIwMzkxNzg4MjIjfh7Qo6zEVylZtIX4SsTYSwcUDY39b-Dk_aem_0Pz7bIFw0KKu8moI-S0I-w\)](#)

En savoir plus sur

Abonnez-vous pour recevoir les derniers articles par e-mail.

Une réponse

1. Pingback: **Amérique latine & Caraïbes – Février**

Site Web créé avec WordPress.com.